

4

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LA RECUPERATION DE METAUX
(SCP 142.01)**

ACCORD NATIONAL

Convention collective de travail du 10 mai 2001

CHAPITRE I. - CHAMP D'APPLICATION

Article 1. - Champ d'application

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs, ouvriers et ouvrières des entreprises relevant de la compétence de la Sous-commission paritaire pour la récupération de métaux.

Pour l'application du présent accord, on entend par ouvriers les ouvriers et ouvrières.

CHAPITRE II. - CADRE

Article 2. - Objet

La présente convention est conclue en vue de la promotion de l'emploi dans le secteur, en exécution de l'accord interprofessionnel 2001-2002 conclu le 22 décembre 2000.

Cet accord national est déposé au Greffe du Service des Relations collectives de Travail du Ministère de l'Emploi et du Travail conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 7 novembre 1969 fixant le cadre des conventions collectives de travail.

Il a été demandé que le présent accord national soit rendu obligatoire par arrêté royal.

CHAPITRE III. - SECURITE DEREVENU

Article 3. - Pouvoir d'achat

Section 1. - Augmentation des salaires effectifs

- Le 1^{er} mai 2001, tous les salaires horaires effectifs et minimums seront augmentés de 1 % (régime 38 heures /semaine).
- Le 1^{er} janvier 2002, tous les salaires horaires effectifs et minimums seront augmentés de 1 % (régime 38 heures/semaine).
- Le 1^{er} octobre 2002, tous les salaires horaires effectifs et minimums seront augmentés de 1 % (régime 38 heures/semaine).

La convention collective de travail « Salaires horaires » du 16 juin 1999 sera adaptée en ce sens pour une durée indéterminée.

Section 2. - Finalisation au niveau des entreprises

08-05-2001
28-10-2002
N°

63793
1.0/14201

h

L'augmentation salariale de 1 % prévue le 1^{er} janvier 2002 peut être convertie au niveau de l'entreprise (à condition que les salaires effectifs ne soient jamais être inférieurs au barème minimum national) en un avantage équivalent. Si cette concertation au niveau de l'entreprise ne débouche pas sur une convention collective de travail pour le 1^{er} décembre 2001 au plus tard, ce budget sera converti en augmentation salariale générale de 1 % au 1^{er} janvier 2002.

Section 3. - Indexation

Conformément aux articles 5 à 8 de la convention collective de travail « Détermination du salaire » du 16 juin 1999, les salaires horaires minimums et effectifs seront adaptés à l'index réel le 1^{er} mai 2001 et le 1^{er} mai 2002.

Article 4. - Frais de transport

Les parties signataires confirment qu'à dater du 1^{er} avril 2001 - compte tenu de l'accord interprofessionnel 2001 -2002 du 22 décembre 2000, compte tenu de la CCT 19 sexes et conformément à la convention collective de travail « Frais de transport » du 22 mai 1991 - l'intervention de l'employeur dans les frais de transport pour un travailleur qui utilise:

- le transport par chemin de fer ;
- ou un autre moyen de transport en commun public ;
- ou des moyens de transport mixtes

est calculée sur base du barème figurant en annexe de l'arrêté royal pris en exécution de la loi du 27 juillet 1962 fixant le montant de l'intervention des employeurs dans la perte subie par la SNCB suite à l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés, pour le nombre de kilomètres correspondant à la distance entre le domicile du travailleur et l'entreprise.

Article 5. - Fonds social

- § 1. A partir du 1^{er} juin 2001 (pour une durée indéterminée), l'indemnité complémentaire de chômage temporaire et complet, chômeur âgé ~~et pré-pension~~ s'élèvera à 200 BEF pour une allocation complète, et à 100 BEF pour une demi-allocation.
- § 2. A partir du 1^{er} juin 2001 (pour une durée indéterminée), la période d'indemnisation en cas de chômage temporaire et complet passe de 120 à 150 jours.
- § 3. A partir du 1^{er} juin 2001 (pour une durée indéterminée), les jeunes ayant quitté l'école, qui n'ont pas encore droit aux allocations de chômage en application de la réglementation d'assurance chômage, ont droit pendant leur période d'attente à une allocation complémentaire de 200 BEF en cas de chômage temporaire pour raisons économiques ou pour fermeture de l'entreprise pendant les vacances annuelles.

§ 4. L'indemnité complémentaire en cas de prépension est reprise intégralement par le Fonds social à partir du 1^{er} janvier 2002 et ce, à partir de l'âge de prépension sectoriel et avec une indemnité minimum fixée à 200 BEF par jour.

§ 5. La cotisation de base de 0,75 % est majorée de 0,1 % à partir du 1^{er} octobre 2001 pour une durée indéterminée.

La convention collective de travail « Statuts Fonds social » du 19 décembre 1991 sera adaptée en ce sens pour une durée indéterminée.

CHAPITRE IV. - SECURITE D'EMPLOI

Article 6. - Clause de sécurité d'emploi

Pendant la durée de l'accord 2001-2002, les recommandations en matière de sécurité d'emploi prévues à l'article 3.1. de l'accord national 1999-2000 sont prolongées :

« Pendant la durée du présent accord, aucune entreprise ne procédera à des licenciements pour des raisons économiques avant d'avoir épuisé toutes les autres mesures de maintien de l'emploi, y compris le chômage temporaire.

En cas de circonstances économiques et/ou financières imprévisibles et imprévues, rendant par exemple le chômage temporaire ou d'autres mesures équivalentes intenable sur le plan socio-économique, la situation sera examinée de façon paritaire et discutée au niveau approprié en fonction d'une solution à trouver. »

Article 7. - Cellule sectorielle pour l'emploi

Dans le cadre du fonctionnement actuel d'Educam, une cellule sectorielle pour l'emploi va être créée. Cette cellule est tout d'abord destinée à mieux répondre à l'offre et la demande dans le secteur (notamment par la banque de données Emplois vacants). Ensuite, elle sera responsable de l'accompagnement en vue de la remise au travail de travailleurs licenciés - y compris les formations complémentaires et l'accompagnement lors de la recherche d'un nouvel emploi - afin d'assurer le maintien de l'emploi dans le secteur.

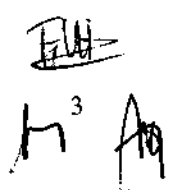
Au sein d'Educam, un groupe de travail paritaire développera cette cellule pour l'emploi pendant la durée de l'accord.

Article 8. - Travail intérimaire et sous-traitance

Pendant la durée de l'accord 2001-2002, les recommandations en matière de sécurité d'emploi prévues à l'article 3.2. de l'accord 1999-2000 sont prolongées :

§ 1. Les possibilités de faire appel à des contrats de travail intérimaire seront limitées aux cas prévus dans la Loi du 24 juillet 1987, en tenant compte du caractère exceptionnel de ce régime.

La procédure de consultation, comme prévu dans les CCT Nos 36, 58 et 58bis du Conseil National du Travail où la délégation syndicale et, à défaut, les orga-



nisations de travailleurs, doi(ven)t donner au préalable son/leur autorisation concernant l'utilisation de travailleurs intérimaires dans l'entreprise, sera strictement appliquée.

§ 2. Les parties recommandent de limiter la possibilité de faire appel à des contrats de sous-traitance et s'engagent à prendre toutes les mesures afin d'éradiquer toutes les pratiques concernant les pseudo-indépendants.

Article 9. - Délais de préavis

En exécution de l'accord interprofessionnel du 22 décembre 2000, les délais de préavis dans le secteur seront adaptés à partir du 1^{er} juillet 2002 conformément à ceux de la CCT 75.

CHAPITRE V. - FORMATION

Les parties signataires se déclarent d'accord, en tenant compte des principes ci-dessous, de conclure le 10 mai 2001, au sein de la Sous-commission paritaire pour la récupération de métaux, une convention collective de travail sur la Formation pour la période du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2002 inclus :

Article 10. - Groupes à risque

- Confirmation de la cotisation de 0,15 %
- Finalisation de l'accord sectoriel sur la formation en alternance et les projets-pilotes de formation des classes moyennes
- Prolongation des dispositions relatives à l'insertion des groupes à risques

Article 11. - Droit à la formation permanente

- Confirmation de la cotisation de 0,15%
- Pour la durée de l'accord, accroître les possibilités de la formation grâce à des formations enregistrées, à côté des formations reconnues
- Recherche de moyens disponibles et nécessaires pour Educam et éventuellement utilisation des réserves pour prévoir des stimuli et pour pouvoir exécuter des missions supplémentaires
- Droit de principe de remédier pour des formations reconnues.
- Collaboration et reconnaissance/enregistrement mutuel des formations Educam-Cefora.
- A titre expérimental, Educam peut développer des activités commerciales limitées et autosuffisantes sans mettre en péril ses missions originelles.

CHAPITRE VI. - PLANIFICATION DE LA CARRIERE

Article 12. - Crédit-temps et réduction de la carrière

§ 1 . Le droit au crédit-temps à temps plein et mi-temps qui s'élève à 1 an maximum conformément aux dispositions de la CCT 77, peut être porté à 2 ans maximum au niveau de l'entreprise moyennant concertation et accord paritaires. A cet ef-

EVB

n⁴ A

4

fet un modèle de convention collective de travail sera annexé à la nouvelle convention collective, qui sera élaborée en exécution du présent article.

- § 2. Conformément aux dispositions de la CCT 77, il existe un droit inconditionnel au crédit-temps et à la réduction de la carrière professionnelle. Lorsque 5% des travailleurs veulent exercer ce droit en même temps, des règles de priorité doivent être discutées au niveau de l'entreprise. Les entreprises qui, lors de l'entrée en vigueur du présent accord, appliquent déjà un pourcentage plus favorable, peuvent conserver ce pourcentage.
- §3. Dans les entreprises de moins de 10 travailleurs, le crédit-temps, la réduction de la carrière 1/5 temps et les réductions de carrière pour les +50 ans sont autorisées pour autant qu'il y ait un accord individuel entre le travailleur et l'employeur.
- §4. Les dispositions spécifiques sur le congé parental, les soins palliatifs et l'assistance médicale à un parent gravement malade tombent en dehors de ce droit.

Article 13. - Petit chômage

L'extension du congé de paternité et du congé d'adoption, en application de l'accord interprofessionnel du 22 décembre 2000, est intégrée dans les dispositions existantes en matière de petit chômage dès le 1^{er} juillet 2002.

A dater du 1^{er} juillet 2002, la convention collective de travail « Petit chômage » du 16 juin 1999 sera adaptée en ce sens pour une durée indéterminée.

Article 14. - Fin de carrière

- § 1 En application de l'accord interprofessionnel du 22 décembre 2000, les accords de prépension existants sont prolongés jusqu'au 30 juin 2003.
- § 2. Pour la durée de l'accord 2001-2002, les recommandations relatives à la procédure de prépension prévue à l'article 5.2.3. de l'accord national 1999-2000, sont prorogées.

En matière de prépension, les parties recommandent, dans le cadre des mesures de redistribution du travail au niveau des entreprises, la procédure suivante: au moins un mois avant que l'ouvrier concerné atteigne l'âge de la prépension, l'employeur invitera celui-ci (par lettre recommandée) à une entrevue pendant les heures de travail au siège de l'entreprise. Lors de cette entrevue, l'ouvrier pourra se faire assister par son délégué syndical. A cette occasion, des arrangements fermes seront pris tant en ce qui concerne le timing de la prépension, que la formation du remplaçant du prépensionné.

CHAPITRE VIII - QUALITE DU TRAVAIL

Article 15. - Politique anti-stress

Le Comité pour la prévention et la protection au travail (CPPT) cherchera à déterminer, pendant la durée de l'accord, dans quelle mesure la suppression de l'obligation de remplacement pour toutes les formes d'interruption et de réduction de carrière, augmente la pression de travail et le stress, et préparera les dispositions nécessaires à cet effet.

CHAPITRE XIII. - PAIX SOCIALE ET DUREE DE L'ACCORD

Article 16. - Paix sociale

La présente convention collective de travail assure la paix sociale dans le secteur pendant toute la durée de l'accord. Par conséquent, aucune revendication à caractère général ou collectif ne sera formulée, que ce soit au niveau national, régional ou des entreprises individuelles.

Article 17. - Durée

La présente convention collective de travail est conclue pour une durée déterminée du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2002 inclus, excepté les dispositions suivantes:

- l'article 3 sur le Pouvoir d'achat, valable à partir du 1^{er} janvier 2001 pour une durée indéterminée ;
- l'article 4 sur les Frais de transport, valable à partir du 1^{er} avril 2001 pour une durée indéterminée ;
- l'article 5 § 1, 2 et 3 sur le Fonds social, valable à partir du 1^{er} juin 2001 pour une durée indéterminée ;
- l'article 5 § 4 sur le Fonds social, valable à partir du 1^{er} janvier 2002 pour une durée indéterminée ;
- l'article 5 § 5 sur le Fonds social, valable à partir du 1^{er} octobre 2001 pour une durée indéterminée ;
- le chapitre V sur la Formation, valable du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2002 inclus ;
- l'article 10 sur la Cotisation pour les groupes à risque, valable pour une durée indéterminée ;
- l'article 11 sur la Cotisation pour la formation permanente, valable pour une durée indéterminée ;
- l'article 13 sur le Petit chômage, valable à partir du 1^{er} juillet 2002 pour une durée indéterminée.

PROJETS SECTORIELS 2001-2002

Classification de fonctions

§ 1. Une commission paritaire de classification sera créée avant le 30 septembre 2001 avec pour tâches prioritaires : l'actualisation de la classification de fonctions existante, l'élaboration d'une procédure en cas de litige et la rédaction d'une liste d'exemples.

§ 2. Lors de chaque réunion, de nouveaux arrangements de travail sont pris et une nouvelle date est fixée.

Etablissement d'un plan de prévention sectoriel

Avant le 30 septembre 2002, un groupe de travail paritaire sera créé pour réaliser un modèle sectoriel de plan de prévention.

Conversion en euro

Dans le courant de l'année 2001, une CCT sectorielle sera conclue, convertissant tous les montants usuels figurant dans les conventions collectives de travail du secteur de la récupération de métaux de BEF en euro.

Fonds de pension complémentaire

Un groupe de travail sera créé au niveau paritaire en vue d'examiner l'introduction éventuelle d'un régime de pension complémentaire sectoriel avant la fin du présent accord.

Fonction représentative

Au plan paritaire, un groupe de travail sera créé en vue d'examiner pour la fin du présent accord si la fonction représentative des syndicats peut être reconnue conformément aux dispositions existantes dans d'autres secteurs connexes.

**Annexe à l'accord sectoriel 2001-2002
de la Sous-commission paritaire pour la récupération de métaux du 10 mai 2001**

PRIMES REGION FLAMANDE

Les parties signataires déclarent que les ouvriers ressortissant à la Sous-commission paritaire 142.01 et qui, en matière de domicile et d'emploi, répondent à la circonscription de la région flamande, peuvent utiliser les primes d'encouragement en vigueur dans la région flamande, notamment :

- les emplois de fin de carrière
- les entreprises en difficultés ou restructurations

Bruxelles, le 10 mai 2001

Annexe à l'accord sectoriel 2001-2002 pour la Sous-commission paritaire de la récupération des métaux. **Primes de la Communauté flamande.**

Les partenaires signataires déclarent que les ouvriers ressortissants de la sous-commission paritaire pour la récupération des métaux (S.C.P. 142.01) concernant leur domicile et leur lieu de travail et qui satisfont aux conditions de la Communauté flamande, peuvent bénéficier des primes d'encouragement en vigueur dans la Communauté flamande, notamment :

1. Prime financière;
2. Crédit de formation;
3. Pause carrière d'un cinquième temps.

4

**PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE TERUGWINNING VAN METALEN
(PSC 142.01)**

NATIONAAL AKKOORD

Collectieve arbeidsovereenkomst van 10 mei 2001

Hoofdstuk I. - TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1. - Toepassingsgebied

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers, arbeiders en arbeidsters van de ondernemingen die ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritair subcomité voor de terugwinning van metalen.

Voor de toepassing van dit akkoord wordt onder arbeiders verstaan de mannelijke en vrouwelijke werklieden.

Hoofdstuk II. - KADER

Artikel 2. - Voorwerp

Deze overeenkomst is gesloten met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de sector, in uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2001-2002, gesloten op 22 december 2000.

Dit nationaal akkoord wordt neergelegd op de Griffie van de Dienst van de Collectieve Arbeidsbetrekkingen van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 7 november 1969 tot vaststelling van de collectieve arbeidsovereenkomsten.

De algemeen bindend verklaring bij koninklijk besluit van dit nationaal akkoord wordt gevraagd.

Hoofdstuk III. - INKOMENZEKERHEID

Artikel 3. - Koopkracht

Afdeling 1 - Verhoging van de effectieve en minimumuurlonen

- Op 1 mei 2001 worden alle effectieve en minimumuurlonen verhoogd met 1 % (regime 38 uren/week)
- Op 1 januari 2002 worden alle effectieve en minimumuurlonen verhoogd met 1 % (regime 38 uren/week)
- Op 1 oktober 2002 worden alle effectieve en minimumuurlonen verhoogd met 1 % (regime 38 uren/week)

De collectieve arbeidsovereenkomst Uurlonen van 16 juni 1999 zal in die zin worden aangepast voor onbepaalde duur.

08-06-2001

28-08-2002

REGISTR. ENREGISTR.

63793 16/14201

[Handwritten signatures and initials]

Afdeling 2 - Invulling op ondernemingsvlak

De voorziene loonsverhoging op 1 januari 2002 van 1 % kan op ondernemingsvlak (op voorwaarde dat de effectieve lonen nooit lager kunnen zijn dan het nationaal minimumbarema) omgezet worden in een gelijkwaardig voordeel. Indien dit overleg op ondernemingsniveau tegen uiterlijk 1 december 2001 niet leidt tot een collectieve arbeidsovereenkomst, wordt dit budget omgezet in een algemene verhoging van de effectieve lonen met 1 % op 1 januari 2002.

Afdeling 3 - Indexering

Conform artikel 5 tot en met 8 van de collectieve arbeidsovereenkomst Loonvorming van 16 juni 1999 worden op 1 mei 2001 en 1 mei 2002 de minimumuurlonen en de werkelijk betaalde lonen aangepast aan de reële index.

Artikel 4. - Vervoerkosten

De ondertekenende partijen bevestigen dat vanaf 1 april 2001 - rekening houdend met het interprofessioneel akkoord 2001 - 2002 van 22 december 2000, rekening houdend met de CAO 19 sexies en conform de collectieve arbeidsovereenkomst Vervoerskosten van 22 mei 1991 - de tussenkomst van de onderneming in de vervoerkosten voor een arbeider die beroep doet op:

- het vervoer per spoor;
- of ander gemeenschappelijk openbaar vervoer;
- of gebruik maakt van gemengde vervoermiddelen;

wordt berekend op basis van het barema dat is opgenomen als bijlage van het koninklijk besluit dat getroffen wordt in uitvoering van de wet van 27 juli 1962 tot vaststelling van het bedrag van de werkgeversbijdrage in het verlies geleden door de NMBS ingevolge de uitgifte van abonnementen voor werklieden en bedienden, voor het aantal kilometers dat overeenkomt met de afstand tussen de verblijfplaats van de werknemer en de onderneming.

Artikel 5. - Sociaal fonds

- § 1. Vanaf 1 juni 2001 (voor onbepaalde duur) wordt de aanvullende werkloosheidsvergoeding bij tijdelijke en volledige werkloosheid, oudere werklozen ~~en brugpensioen~~ vastgesteld op 200 BEF per werkloosheidsuitkering en 100 BEF per halve werkloosheidsuitkering.
- § 2. Vanaf 1 juni 2001 (voor onbepaalde duur) wordt de vergoedingsperiode bij tijdelijke en volledige werkloosheid van 120 op 150 dagen per kalenderjaar gebracht.
- § 3. Vanaf 1 juni 2001 (voor onbepaalde duur) hebben de schoolverlaters, die nog geen recht hebben op werkloosheidsuitkeringen in toepassing van de reglementering op de werkloosheidsverzekering, tijdens hun wachtperiode recht op de aanvullende werkloosheidsvergoeding van 200 BEF bij tijdelijke werkloosheid omwille van sluiting van de

2

EUB

17

CA

onderneming wegens jaarlijkse vakantie of tijdelijke werkloosheid omwille van economische redenen.

§ 4. De aanvullende vergoeding in geval van brugpensioen wordt vanaf 1 januari 2002 integraal overgenomen door het Sociaal fonds, en dit vanaf de sectorale leeftijd brugpensioen met een minimumvergoeding van 200 BEF per dag.

§ 5. De basisbijdrage van 0,75 % wordt met ingang van 1 oktober 2001 voor onbepaalde tijd verhoogd met 0,1 %.

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Statuten Sociaal fonds van 19 december 1991 zal in die zin worden aangepast voor onbepaalde duur.

Hoofdstuk IV. - WERKZEKERHEID

Artikel 6. - Werkzekerheidsclausule

Voor de duur van het akkoord 2001-2002 worden de aanbevelingen inzake werkzekerheid voorzien in artikel 3.1. van het nationaal akkoord 1999-2000 verlengd:

"Voor de duur van dit akkoord zal in geen enkele onderneming overgegaan worden tot afdankingen om economische redenen vooraleer alle andere tewerkstellingsbehoudende maatregelen - met inbegrip van tijdelijke werkloosheid - uitgeput zijn.

Wanneer zich echter onvoorzienbare en onvoorziene economische en/of financiële omstandigheden zouden voordoen, waardoor bijvoorbeeld tijdelijke werkloosheid of andere equivalente maatregelen sociaal-economisch onhoudbaar worden, zal de toestand paritair onderzocht en besproken worden op het gepaste niveau in functie van een na te streven oplossing."

Artikel 7. - Sectorale tewerkstellingscel

Binnen de bestaande Educam-werking zal een sectorale tewerkstellingscel worden ingevoerd. Deze cel dient zich in eerste instantie te richten op het afstemmen van vraag en aanbod in de sector (onder meer via een vacaturebank). In tweede instantie dient de wedertewerkstellingsbegeleiding van ontslagen of met ontslag bedreigde arbeiders - met inbegrip van aanvullende opleidingen en begeleiding in het sollicitatietraject - het behoud van tewerkstelling binnen de sector mogelijk te maken.

Een paritaire werkgroep in de schoot van Educam zal dit binnen de duurtijd van het akkoord verder uitwerken.

Artikel 8. - Uitzendarbeid en onderaanneming

Handwritten signatures and initials:
3/17
JWB
A9

Voor de duur van het akkoord 2001-2002 worden de aanbevelingen inzake werkzekerheid voorzien in artikel 3.2. van het nationaal akkoord 1999-2000 verlengd:

§ 1. Het beroep op de contracten voor uitzendarbeid zal beperkt worden tot de in de Wet van 24 juli 1987 voorziene gevallen, met inachtnaam van het uitzonderingskarakter van dit regime.

De raadplegingsprocedure, zoals voorzien in de CAO's nr. 36, 58 en 58bis van de Nationale Arbeidsraad waarbij de vakbondsafvaardiging, en bij ontstentenis de werknemersorganisaties, voorafgaand haar/hun toestemming moeten verlenen inzake het gebruik van uitzendkrachten in de onderneming, zal strikt worden toegepast.

§ 2. Partijen bevelen aan het beroep op contracten van onderaanneming te beperken en engageren zich om alle maatregelen te nemen om praktijken inzake schijnzelfstandigheid uit te roeien.

Artikel 9. - Opzeggingstermijnen

In uitvoering van het Interprofessioneel akkoord van 22 december 2000 zullen vanaf 1 juli 2002 de opzegtermijnen in de sector aangepast worden, conform deze van CAO 75.

Hoofdstuk V. - VORMING EN OPLEIDING

De ondertekenende partijen verklaren zich akkoord om rekening houdend met de onderhavige principes, in het Paritair subcomité voor de terugwinning van metalen een collectieve arbeidsovereenkomst op 10 mei 2001 een collectieve arbeidsovereenkomst betreffende Vorming en Opleiding voor de periode van 1 januari 2001 tot en met 31 december 2002, af te sluiten.

Artikel 10. - Risicogroepen

- Bevestiging van de bijdrage van 0,15%
- Finalisering van de sectorovereenkomst deeltijds onderwijs en proefprojecten middenstandsopleiding
- Verlenging van de bepalingen met betrekking tot instroom risico-groepen

Artikel 11. - Recht op permanente vorming

- Bevestiging van de bijdrage van 0,15%
- Voor duurtijd van het akkoord vergroten van de opleidingsmogelijkheden door naast erkende ook geregistreerde opleidingen te voorzien
- Onderzoek naar beschikbare en noodzakelijke middelen voor Educam en eventueel gebruik van de reserves om stimuli te voorzien en om bijkomende opdrachten te kunnen uitvoeren
- Principerecht op remediëren voor erkende opleidingen
- Samenwerking en wederzijdse erkenning/registering Educam-Cevora-opleidingen

4
M
A
JTB

- C1
- Educam kan ten experimentele titel beperkte zelfbedruipende commerciële activiteiten ontwikkelen zonder haar basisopdrachten in het gedrang te brengen

Hoofdstuk VI. - LOOPBAANPLANNING

Artikel 12. - Tijdskrediet en loopbaanvermindering

- § 1. Het recht op halftijds en voltijds tijdskrediet dat conform de bepalingen van CAO 77 maximaal 1 jaar bedraagt kan op ondernemingsvlak in paritair overleg en akkoord op maximum 2 jaar worden gebracht. Hiertoe wordt een model van collectieve arbeidsovereenkomst, die in uitvoering van dit artikel wordt uitgewerkt, gevoegd.
- § 2. Conform de bepalingen van CAO 77 bestaat er een onvoorwaardelijk recht op tijdskrediet en loopbaanvermindering. Indien 5% van de werknemers tegelijkertijd van dit recht wensen gebruik te maken moeten op ondernemingsvlak hieromtrent voorrangsregels worden afgesproken. Ondernemingen die bij ingang van dit akkoord reeds een gunstiger percentage hanteren, kunnen dit % behouden.
- § 3. In ondernemingen met minder dan 10 werknemers zijn de formules van tijdskrediet, 1/5 loopbaanvermindering en loopbaanverminderingen voor + 50-jarigen toegelaten mits individueel akkoord tussen werknemer en werkgever.
- § 4. De specifieke regelingen inzake ouderschapsverlof, palliatieve zorgen en medische bijstand aan een zwaar ziek familielid, vallen buiten dit recht.

Artikel 13. - Kort verzuim

De uitbreiding van het vaderschapsverlof en adoptieverlof in uitvoering van het interprofessioneel akkoord van 22 december 2000 wordt met ingang van 1 juli 2002 geïntegreerd in de bestaande regelingen inzake kort verzuim.

De collectieve arbeidsovereenkomst Kort verzuim van 16 juni 1999 zal vanaf 1 juli 2002 in die zin voor onbepaalde duur worden aangepast.

Artikel 14. - Eindeloopbaan

- § 1. In toepassing van het interprofessioneel akkoord van 22 december 2000, worden de bestaande brugpensioenakkoorden verlengd tot en met 30 juni 2003.
- § 2. Voor de duur van het akkoord 2001 -2002 worden de aanbevelingen brugpensioen - procedure voorzien in artikel 5.2.3. van het nationaal akkoord 1999-2000 verlengd:

27

Op vlak van brugpensioen bevelen de partijen in het kader van de arbeidsherverdelende maatregelen op ondernemingsvlak volgende procedure aan: minstens 1 maand voor het bereiken van de brugpensioenleeftijd nodigt de werkgever de betrokken arbeider (bij aangetekende brief) uit tot een onderhoud tijdens de werkuren op de zetel van de onderneming. Bij dit onderhoud kan de arbeider zich laten bijstaan door zijn vakbondsafgevaardigde. Bij dit onderhoud zullen zowel naar timing van het brugpensioen als naar opleiding van de vervanger van de brugpensioneerde sluitende afspraken gemaakt worden.

HOOFDSTUK VII. - KWALITEIT VAN DE ARBEID

Artikel 15. - Antistressbeleid

Het Comité voor preventie en bescherming op het werk (CPBW) zal in de duurtijd van het akkoord onderzoeken in hoeverre het wegvallen van de vervangingsplicht bij alle vormen van loopbaanonderbreking en -vermindering de werkdruk en stress verhoogt en zal hiertoe de nodige maatregelen uitwerken.

HOOFDSTUK XIII. - SOCIALE VREDE EN DUURTIJD AKKOORD

Artikel 16. - Sociale vrede

Onderhavig akkoord verzekert de sociale vrede in de sector tijdens heel de duur van het akkoord. Bijgevolg zal geen enkele eis van algemene of collectieve aard voorgelegd worden, noch op nationaal, noch op regionaal, noch op vlak van de individuele onderneming.

Artikel 17. - Duur

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor bepaalde duur, gaande van 1 januari 2001 tot en met 31 december 2002, met uitzondering van:

- artikel 3 inzake Koopkracht dat geldig is vanaf 1 januari 2001 voor onbepaalde duur;
- artikel 4 inzake Vervoerskosten dat geldig is vanaf 1 april 2001 voor onbepaalde duur;
- artikel 5 § 1, 2 en 3 inzake Sociaal fonds die geldig zijn vanaf 1 juni 2001 voor onbepaalde duur;
- artikel 5 § 4 inzake Sociaal fonds dat geldig is vanaf 1 januari 2002 voor onbepaalde duur;
- artikel 5 § 5 inzake Sociaal fonds dat geldig is vanaf 1 oktober 2001 voor onbepaalde duur;
- hoofdstuk V inzake Vorming en opleiding dat geldig is vanaf 1 januari 2001 tot en met 31 december 2002;
- artikel 10 inzake Bijdrage voor risicogroepen dat geldig is voor onbepaalde duur;

07

- artikel 11 inzake Bijdrage voor permanente vorming dat geldig is voor onbepaalde duur;
- artikel 13 inzake Kort verlet dat geldig is vanaf 1 juli 2002 voor onbepaalde duur.

EU
7/17

SECTORALE PROJECTEN 2001-2002

Functieclassificatie

- § 1. Voor 30 september 2001 wordt een paritaire classificatiecommissie opgericht met als prioritaire taken: de actualisering van de bestaande functieclassificatie, het opstellen van een procedure bij betwisting en het opstellen van een voorbeeldenlijst.
- § 2. Bij elke vergadering worden nieuwe werkafspraken gemaakt en wordt een nieuwe datum vastgelegd.

Opstellen van een sectoraal preventieplan

Voor 30 september 2002 zal een paritaire werkgroep een sectoraal model van preventieplan opstellen.

Omzetting Euro

In de loop van 2001 wordt een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst afgesloten die alle gangbare bedragen, te vinden in alle collectieve arbeidsovereenkomsten van de sector Metaalrecuperatie, zal omzetten van BEF naar Euro.

Aanvullend pensioenstelsel

Op paritair vlak wordt een werkgroep opgericht die voor het einde van dit akkoord de mogelijke invoering van een aanvullend sectoraal pensioenstelsel zal onderzoeken.

Representatieve functie

Op paritair vlak wordt een werkgroep opgericht die voor het einde van dit akkoord zal na gaan of de representatieve functie - conform de bestaande regelingen in andere aanverwante sectoren - van de vakbonden kan erkend worden.

2

**Bijlage aan het sectoraal akkoord 2001-2002
voor het Paritair subcomité voor de terugwinning van metalen
van 10 mei 2001**

PREMIES VLAAMS GEWEST

De ondertekenende partijen verklaren dat de arbeiders ressorterend onder het Paritair subcomité 142.01 en die inzake domicilie en tewerkstelling voldoen aan de omschrijving van het Vlaams gewest gebruik kunnen maken van de aanmoedigingspremies van kracht in het Vlaams gewest namelijk:

- landingsbanen
- ondernemingen in moeilijkheden of herstructureringen

**Bijlage aan het sectoraal akkoord 2001-2002
voor het Paritair subcomité voor de terugwinning van metalen
van 10 mei 2001**

PREMIES VLAAMSE GEMEENSCHAP

De ondertekenende partijen verklaren dat de arbeiders ressorterend onder het Paritair subcomité 142.01 en die inzake domicile en tewerkstelling voldoen aan de omschrijving van de Vlaamse gemeenschap gebruik kunnen maken van de aanmoedigingspremies van kracht in de Vlaamse gemeenschap namelijk:

- zorgkrediet
- opleidingskrediet
- loopbaanvermindering voor 1/5de